

Ce livre réunit les communications présentées lors du colloque international portant sur « les changements sociaux en Tunisie », tenu à l’Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis (Université d’El Manar), en octobre 2002. La Fondation allemande Konrad Adenauer a soutenu l’organisation de ce colloque par une aide financière substantielle. L’IFC (Institut Français de Coopération-Tunis) et l’IRMC (Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain) ont contribué, comme à l’accoutumée, par leur appui financier et par l’implication de chercheurs français. Le livre comprend dix sept articles, outre l’Introduction et la Conclusion rédigées par le sociologue tunisien Laroussi Amri, directeur scientifique de la publication. Il regroupe des chercheurs tunisiens et français dans le domaine des sciences sociales (au nombre de dix sept).

Le contenu de l’ouvrage est organisé selon la thématique actuelle, en vigueur dans les sciences sociales. La première partie du livre est consacrée aux articles qui abordent la dynamique de la société tunisienne à travers une marche holiste (la mondialisation, Ch. Gaha ou le poids démographique, S. Boumakhlà) ou à travers une évolution structurelle comme celle qui a atteint les rapports de parenté et la famille (L. Ben Salem).

Dans la deuxième partie, plus consistante, l’échelle est réduite pour aborder la question à travers les acteurs collectifs, agissant sous forme de « processus ». Ont eu ainsi droit de cité des organisations sociales à caractère revendicatif, (D. Cavallo), des traditions culinaires (S. Hamzaoui), des temporalités (S. Najar), des dynamiques d’individuation (comme celle observée chez les adolescents, I. Melliti), des restitutions de valeurs modernistes dont sont aujourd’hui dépositaires des acteurs collectifs comme les corporations (les Chaouachis, F. Ben Sedrine), des vocations et des rôles d’organisation au sein d’institutions (comme ceux assurés par les *wakils* dans les zaouïas, A. Cherni), des usages de fréquentations de sanctuaires (comme celui de Sayda Mannoubia, K. Boissevain), des naissances artistiques autour de la peinture du chevalet, entre 1956 et 1986, (H. Ounaina), l’action des intellectuels en tant qu’acteurs sociaux (R. Boukraa).

La troisième partie descend d’un cran pour situer l’angle de vision au niveau du local et de l’individuel. Le local pourrait s’appeler l’espace résidentiel d’el Menzah, el Manar, el Nasr, quartiers du nord de la capitale Tunis, (N. Smida), la localité de Boumerdès dans le Sahel tunisien, avec la famille d’entrepreneurs opérant dans le secteur du textile, les Ben Abdallah (A. Khouaja). Quant à P.-N. Denieuil, il a procédé à une comparaison entre deux types de localité, marocaine (Settat et Jadida) et tunisienne (Jendouba, au nord-ouest). Le local est, en outre, croisé à l’individuel comme dans l’essai de L. Amri sur le notable qu’est le *Omda* (chef de secteur territorial, niveau le plus bas de l’organisation administrative centralisée du pouvoir en Tunisie) et son rôle dans le changement social local. L. Amri, modélisant le cas du *Omda*, le compare à une locomotive qui va dans les deux sens opposés, représenter les populations auprès du pouvoir central et ses rouages régionaux et locaux, servir les politiques du pouvoir central au sein des populations dont il est généralement issu. Dans un essai dont il nous donne la primeur, L. Amri déclare que le social ne craint pas la contradiction, au contraire, il en fait sa pâture.

Tunisie : approches sur la dynamique sociale (1950-2000)

Christiana Constantopoulou

Les Changements sociaux en Tunisie 1950-2000

sous la direction de Laroussi AMRI

L’Harmattan (Logiques Sociales), 2007, 330 pages,

ISBN : 978-2-296-04310-7, 29 Euros

Dans la quatrième partie, des perspectives sont ouvertes à ces trois niveaux d’échelle avec divers contenus : une comparaison avec le changement social en Italie est proposée par E. Pace, de l’Université de Padoue, un débat autour des échelles et des approches proposé par Ph. Corcuff, axé sur holisme et individualisme méthodologique, débouchant sur la proposition d’un « relationnisme méthodologique », notion chère à Corcuff. Pour clôturer cette dernière partie de l’ouvrage, L. Amri propose de réfléchir sur la notion d’*acteur collectif* qu’il considère pertinente. Il y distingue « structure » et « acteur collectif », distinction qui permet de saisir des nuances qui étaient auparavant occultées par le fait que les structures sont considérées jusqu’à maintenant comme des acteurs collectifs.

Un livre agencé selon une méthode

Cette méthode est exposée dans l’introduction. Le changement social, en tant que champ de recherche est abordé selon deux méthodes : la première a consisté à le croiser à la problématique des facteurs explicatifs du changement (les facteurs les plus divers : socio-démographique, technique, culturel, économique), croisé aussi avec la problématique des acteurs sociaux ; la seconde a permis de débattre du changement social. Les travaux de Raymond Boudon sur les quatre types de changement social¹ ont certes été exposés, mais point d’occultation des théories marxistes, puisque l’entrée du changement social par le « capitalisme » a été mise à l’honneur, façon de montrer les multiples voies empruntées par l’expérience tunisienne.

En outre, cette méthode a pu être décelée grâce à l’engagement des communications présentées. A bien scruter les titres des différentes parties, on saisit le commencement qui part des structures pour déboucher, à la fin, sur les individus comme acteurs, en passant par les acteurs collectifs. Tout se passe comme si le plan du livre épouse la démarche qui ne sera explicitée sur le plan théorique qu’à la fin du livre, fin qui s’avère être une conclusion théorique qui ne se déclare pas. D’où l’originalité du genre : c’est un travail collectif d’un côté, et une orchestration théorique de l’autre.

Aspects d’information et éléments de réflexion

Le livre est *une occasion de présenter* les étapes, les dates, les acteurs, les facteurs, les plus marquants du changement social en Tunisie durant un demi siècle.

Les étapes : La marche de la Tunisie est reprise dès son accès à l’indépendance en 1956 quand la « lutte pour l’indépendance nationale » devient « lutte pour le *développement* » et suit les quatre grandes étapes d’efforts d’« adaptation » à la « modernité » : 1) l’adoption de la « voie socialiste destourienne » de développement, 2) le tournant dit

« libéral », 3) le conflit entre le mouvement social et les pouvoirs politiques (1978 : conflit entre le syndicat des travailleurs et la coalition étatique et patronale, 1983 : émeutes du pain...), enfin 4) le changement de 1987 avec Ben Ali à la tête de l’Etat et l’entrée du pays dans une période de néo-libéralisme économique.

Les dates charnières sont celles de 1956 (Indépendance nationale et affranchissement du colonialisme français qui a duré 75 ans de 1881 jusqu’en 1956) ; 1978 : affrontement sanglant entre les manifestants et les forces de l’ordre suite à une grève générale décrétée par l’UGTT (centrale syndicale), opposant patronat et travailleurs ; 1983 : émeutes du pain suite à la levée de la caisse de compensation qui servait à financer le pain, aliment de base des tunisiens ; 1986 : adhésion de la Tunisie au Programme d’ajustement structurel ; 1987 : accession au pouvoir du régime politique de Ben Ali, après celui de Bourguiba.

Les acteurs sont de divers ordres : ce sont des organisations comme les syndicats (Cavallo), les zaouïas (Boissevain et Cherni), des catégories sociales, tels que les intellectuels (Boukraa), des groupes professionnels tels que les Chaouachis (Ben Sedrine), des classes et des couches sociales (entrepreneurs, acteurs locaux : Denieuil, Smida, Khouaja), des artistes (Ounaina).

C’est, là aussi, *une occasion de réfléchir* sur ce champ ouvert de recherche qu’est le changement social. Une réflexion est proposée sur des notions capitales en sciences sociales comme par exemple les notions de « Sud », de « processus », de « dynamisme », de « social » (dans sa forme de substantif).

Sous la plume de L. Amri le Sud est présenté en tant que relation avec le Nord ; la comparaison est le lieu de définition du Sud. La comparaison a pour objet l’étape historique connue pour être celle des Temps modernes (XVIe-XXe siècles). On voit le Sud sous l’angle de la nécessaire mutation. La Tunisie incarne un pays du Sud (p. 39 et suivantes). C’est un pays « en voie de développement », caractéristique générale des pays du Sud. Ce développement est aujourd’hui inscrit dans le débat portant sur la nécessaire mutation. Certains voient cette mutation comme le passage d’un pôle qu’ils qualifient de « traditionnel » à un autre pôle qu’ils qualifient de « moderne ». L’auteur ne semble pas apprécier ces catégories conceptuelles qui procèdent, selon ses dires, d’un dualisme conceptuel réducteur. L’auteur, dans ce livre, mais aussi dans ses écrits, privilégie la notion capitale à ses yeux de *processus* (Ibn Khaldûn « le Umran comme nœud heuristique chez Ibn Khaldûn »²), et de *dynamique* (cf. l’article « l’auto dynamisme intérieur, une notion socio-anthropologique et sa dynamique historique au Maghreb »³) au détriment d’une pensée binaire qu’il condamne sans merci (Cf. l’introduction du livre, p. 32). D’autre part, plus finement, c’est une approche du social qui émerge, le social étant une notion que L. Amri préfère à celle

de « société » (monolithique et massive à ses yeux). Ce qui caractérise le social, c’est le polycentrisme (« la société n’a pas de centre » en écho aux propositions d’Alain Touraine⁴. Le « polycentrisme » est une des conditions de la vie sociale et de son foisonnement (p 37).

Le mérite du champ de recherche « changement social » portant sur les pays étudiés, consiste dans le fait que ce champ, quand il est emprunté, suppose, si l’on est conséquent, que l’on a rompu avec *les conceptions* évolutionnistes, historicistes, linéaristes. « Le changement social » comme champ de recherche permet à la *sensibilité sociologique* de s’exercer loin des biais théoriques. Avec une telle posture, on maîtrise l’usage de notions capitales comme « typologie » et « singularité sociale » : chose qui va bien sûr à l’encontre des statistiques économiques de développement (suivies par la Banque Mondiale) et qui mettent le monde en classe en donnant un rang à chaque pays dans une compétition-classement qui laisse entendre qu’ils participent tous au même challenge qu’est « le développement ».

Forces endogènes et forces exogènes

Quelle est la part de l’environnement extérieur, quel est le poids des forces internes à l’œuvre dans le changement social qui régit la marche d’une société ? Les forces internes sont multiples. C’est ainsi que des thèmes-clés comme la famille, les jeunes, les élites, les notables, les corporations, les groupes sociaux (en termes de classe - bourgeoisie urbaine, paysannerie parcellaire, classe ouvrière, ou en termes d’organisations -syndicats, ou en termes d’institutions et de structures -telles que lieux de culte) sont approchés par les auteurs du volume, en essayant de répondre, « de l’intérieur », à la fameuse question des « causes » du « changement social » : l’observation des ruptures et des continuités concrètes nous prouve que les théories en vigueur n’arrivent pas toujours à donner des réponses suffisantes à cette question.

En ce sens, des réalités spécifiques sont analysées : particularité d’un milieu social confronté à des modèles contradictoires, qui veut être en mesure d’affronter des situations économiques, culturelles, politiques nouvelles tout en conservant une identité qu’il accepte de faire évoluer sans risquer la « dépersonnalisation », volonté de mettre en place un système éducatif « compétitif » (souci qui concerne aussi plusieurs autres pays même européens).

Comment déceler le changement derrière la stabilité des institutions, notamment lorsque ces institutions prétendent à la fois représenter et dire les forces de changement tout en adoptant une rhétorique de la stabilité ? Le paradoxe du pouvoir modernisateur qui refuse lui-même de se moderniser (de se « rationaliser » au sens wébérien du terme) en est un exemple. Les mutations sociales, l’emprise de l’urbanisation et les progrès techniques, ainsi que les jeux entre forces du bas et institutions (entre le local, le régional et le national), induisent un processus d’individualisation, d’homogénéisation et de diversification des pratiques et concourent à soustraire celles-ci à l’influence des normes et modèles qui les régissent. A la fois attachés à leurs pratiques anciennes et ouverts aux transformations de la société (en introduisant de nouvelles pratiques en concordance avec l’esprit du temps-enracinement novateur), les Tunisiens essaient de faire face à l’ambiguïté symbolique extrême de l’époque contemporaine.

Aux paradoxes induits du jeu des forces internes vient s’ajouter la complication des jeux liés aux relations internationales. Aujourd’hui la mondialisation est un terme qui prend tout son sens pour la Tunisie, qui avant même d’adhérer à l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et au Plan d’Ajustement Structurel (PAS), avait déjà opté, depuis la fin des années 1960, pour le libéralisme économique, suite à l’échec de l’expérience dite collectiviste de Ben Salah (le super-Ministre du règne de la première décade de Bourguiba) qui institua un système de développement économique reposant sur le principe de la Coopérative. Ce système inspiré des expériences scandinaves a échoué, ce qui donna libre cours aux « conseils » diligents prodigués par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Ces forces externes continuent aujourd’hui à peser de tout leur poids sur le développement économique et social de la Tunisie.

Les apports théoriques de l’ouvrage

Ils résident essentiellement dans la distinction proposée par L. Amri concernant l’acteur collectif et la structure. Selon cet auteur, l’acteur collectif est la conscience d’un groupe social en action sur le plan social, alors que la structure est une institution, un appareil, une organisation, mais aussi la tradition, le *pattern* culturel, le pli contracté qui devient une habitude, un comportement soumis à la norme, un ensemble de codes rigidifiés pour une longue période, et dont la mouvance ou le changement qualitatif ne peuvent être effectués que sous l’effet d’un bouleversement. Au-delà de ces manifestations perceptibles de la structure incarnée dans l’institution ou dans le système codifié qui se cristallise, la structure tire son fondement de son substrat culturel enfoui dans les

profondeurs comme les piliers solides d’un édifice. C’est la culture qui fonde en définitive la structure, comme contenu et comme sève nourissante.

L’acteur collectif, au contraire, suppose l’action entreprise par une conscience collective, objective (poursuite d’un objectif collectif à atteindre, perceptible à travers la progression des faits, indépendamment de ce que pourraient en dire les individus composant ce groupe, individus pris chacun tout seul, ou pris ensemble, ou même indépendamment de ce que pourraient en dire un porte parole du groupe, un représentant charismatique ou n’importe quel autre symbole voulant témoigner au nom du groupe) ou subjective (avec des objectifs déclarés et appliqués). Ces deux définitions qui ressortent des analyses proposées par L. Amri, campent de façon nette et tranchée, ce qui a le mérite de la précision, les deux notions, capitales en sociologie : la structure et « l’acteur collectif ». Un syndicat, un parti politique, une association peuvent être tout à la fois acteur collectif et structure. Le sont des structures quand ils sont considérés comme contenant d’une culture, celle de la résistance revendicative pour le syndicat, se déployant dans des variantes locales diverses, celle de la lutte aux fins de conquérir le pouvoir pour le parti politique, se déployant selon les variantes des programmes politiques nationaux de chaque parti, celle de l’action civile et civique aux fins de donner à la société civile le moyen de marquer des zones d’indépendance et d’autonomie par rapport à la société politique, pour les associations se déployant selon les couleurs propres à chaque nation ou société. L’Etat, en tant qu’appareil est une structure. Mais il peut être appréhendé en tant qu’acteur collectif dès qu’on le considère dans l’action concrète et précise du personnel politique

(ou une partie du personnel politique) qui le compose.

Par contre le syndicat est un acteur collectif à partir du moment où on l’appréhende dans ses manifestations d’action collective. L’acteur collectif c’est ce qui se produit sur la scène, dans la rue, dans la foire, dans les stades en tant que phénomènes collectifs pouvant ne contenir que des groupes réduits, comme il peut contenir des masses. On comprend dès lors le double intérêt du déblayage théorique amorcée et fécondée par l’approche de L. Amri pour les sciences sociales. Et d’un : il consiste à montrer les voies passantes entre acteur collectif et structure, l’un se nourrissant de l’autre tout en étant deux entités distinctes. Et de deux : il consiste à construire un pont pertinent entre individualisme et holisme.

Le poids de ce double intérêt devient évident quand on sait les débats actuels qui se déroulent autour de l’individualisme méthodologique et du holisme ; l’article précédent de Ph. Corcuff, qui propose la notion de « relationnisme méthodologique », en est une illustration éclatante.

Notes

- ¹ Raymond Boudon, *La place du désordre*, PUF, Paris, 1984. p. 31.
- ² Laroussi Amri, The Umrân as a heuristic knot in Ibn Khaldun (« Le Umran comme nœud heuristique chez Ibn Khaldûn »), *North African Studies*, september 2008.
- ³ Laroussi Amri, « l’auto dynamisme intérieur, une notion socio-anthropologique et sa dynamique historique au Maghreb », in *La mobilisation des acteurs dans l’action publique locale, (Au Brésil, en France et en Tunisie)*, sous la direction de Pierre Teisserenc, L’harmattan, Collection Logiques Sociales, Paris, 2006.
- ⁴ Alain Touraine, *Le retour de l’acteur*, Fayard, Paris, 1984.



En conclusion, on peut se poser des questions. Un grand absent dans ce colloque, absence qui s’est répercutée sur le livre qui en est la concrétisation et le couronnement : les mutations politiques. La question qui reste sans réponse et même sans éléments d’information : où en est la Tunisie durant 50 ans de changement social dans le domaine du multipartisme, de l’alternance du pouvoir, de la liberté d’expression et d’association ?

Mis à part la valeur particulière et originale de chacune des contributions (pour les résultats spécifiques de son domaine de recherche), ce volume s’avère d’un grand intérêt non seulement pour les chercheurs travaillant sur la Tunisie, le Maghreb ou les « pays en voie de modernisation », mais aussi (et peut être surtout) pour tout sociologue intéressé à la question socio- anthropologique majeure, celle qui concerne les « raisons » du changement social.